



**Convention internationale
sur l'élimination
de toutes les formes
de discrimination raciale**

Distr.
GENERALE

CERD/SP/59
4 décembre 1997

FRANCAIS
Original : ANGLAIS/ESPAGNOL/
FRANCAIS

REUNION DES ETATS PARTIES
Dix-septième réunion
New York, 14 janvier 1998

ELECTION DE NEUF MEMBRES DU COMITE POUR L'ELIMINATION DE LA DISCRIMINATION
RACIALE POUR REMPLACER LES MEMBRES DONT LE MANDAT EXPIRE
LE 19 JANVIER 1998, CONFORMEMENT AUX DISPOSITIONS
DE L'ARTICLE 8 DE LA CONVENTION

Note du Secrétaire général

1. Conformément au paragraphe 4 de l'article 8 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, le Secrétaire général convoquera la dix-septième réunion des Etats parties au Siège de l'Organisation des Nations Unies, le 14 janvier 1998, en vue d'élire neuf membres du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale devant remplacer ceux dont le mandat expire le 19 janvier 1998 (voir annexe I). Les noms des neuf autres membres qui restent en fonction jusqu'au 19 janvier 2000 sont indiqués à l'annexe II.

2. Conformément au paragraphe 3 de l'article 8 de la Convention, le Secrétaire général, dans une note verbale datée du 30 septembre 1997, a invité les Etats parties à présenter dans un délai de deux mois des candidatures pour l'élection de neuf membres du Comité. On trouvera ci-après, dans l'ordre alphabétique, les noms des personnes désignées, avec l'indication des Etats parties à la Convention qui ont présenté leur candidature :

| | |
|----------------------------|--|
| M. Mahmoud ABOUL-NASR | (Egypte) |
| M. Hamzat AHMADU | (Nigéria) |
| M. Michael BANTON | (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) |
| M. Joseph BELIBI | (Cameroun) |
| M. Andrew CHIGOVERA | (Zimbabwe) |
| M. Abdelhaq EL MKINSI | (Maroc) |
| M. Maurice GLELE AHANHANZO | (Bénin) |
| M. Régis de GOUTTES | (France) |
| M. Carlos LECHUGA HEVIA | (Cuba) |
| Mme Caridad JUNIO | (Philippines) |
| Mme Polonca KONCAR | (Slovénie) |
| Mme Gay McDOUGALL | (Etats-Unis d'Amérique) |
| M. Peter NOBEL | (Suède) |
| M. Agha SHAHI | (Pakistan) |
| M. Oleg SHAMSHUR | (Ukraine) |
| M. Michael SHERIFIS | (Chypre) |
| M. Rüdiger WOLFRUM | (Allemagne) |

3. Les renseignements biographiques relatifs aux candidats, qui ont été fournis par les Etats parties en question, se trouvent à l'annexe III. Les candidatures et les renseignements biographiques que le Secrétaire général pourrait recevoir ultérieurement seront publiés dans des additifs au présent document.

Annexe I

Liste des neuf membres du Comité dont le mandat expire
le 19 janvier 1998

| | |
|--------------------------|--|
| M. Mahmoud ABOUL-NASR | (Egypte) |
| M. Hamzat AHMADU | (Nigéria) |
| M. Michael Parker BANTON | (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) |
| M. Andrew CHIGOVERA | (Zimbabwe) |
| M. Régis de GOUTTES | (France) |
| M. Carlos LECHUGA HEVIA | (Cuba) |
| M. Agha SHAHI | (Pakistan) |
| M. Michael E. SHERIFIS | (Chypre) |
| M. Rüdiger WOLFRUM | (Allemagne) |

Annexe II

Liste des neuf membres du Comité qui restent en fonctions
jusqu'au 19 janvier 2000

| | |
|----------------------------|------------------------|
| M. Theodoor van BOVEN | (Pays-Bas) |
| M. Ion DIACONU | (Roumanie) |
| M. Eduardo FERRERO COSTA | (Pérou) |
| M. Ivan GARVALOV | (Bulgarie) |
| M. Yuri A. RECHETOV | (Fédération de Russie) |
| Mme Shanti SADIQ ALI | (Inde) |
| M. Luis VALENCIA RODRIGUEZ | (Equateur) |
| M. Mario Jorge YUTZIS | (Argentine) |
| Mme ZOU Deci | (Chine) |

Annexe III

RENSEIGNEMENTS BIOGRAPHIQUES CONCERNANT LES CANDIDATS

Mahmoud ABOUL-NASR (Egypte)

Lieu et année

de naissance : Le Caire (Egypte), 23 juin 1931

Licencié en droit de la Faculté de droit de l'Université du Caire (1952)

Etudes universitaires supérieures en droit international à l'Université de Paris (1953-1954)

Membre du barreau égyptien (1952)

- 1955-1961 : Attaché aux ambassades d'Egypte en France, en Italie et en Albanie
- 1964-1968 : Membre de la Mission permanente de l'Egypte auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York. Pendant cette période, a représenté l'Egypte aux Troisième et Sixième Commissions
- 1969-1976 : Elu pour la première fois membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale
- 1968-1970 : Chef de la Section des droits de l'homme du Département des organisations internationales du Ministère égyptien des affaires étrangères. A représenté l'Egypte à la Commission des droits de l'homme de la Ligue des Etats arabes
- 1970-1974 : Membre de la mission permanente de l'Egypte auprès de l'Office des Nations Unies à Genève. Pendant cette période, a participé à de nombreuses réunions et conférences, notamment à la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés
- 1974-1976 : Directeur du Département des organisations internationales du Ministère égyptien des affaires étrangères. A représenté l'Egypte à un grand nombre de réunions et de conférences internationales et régionales, notamment aux réunions des pays non alignés, de l'Organisation de l'unité africaine et de l'Organisation de la Conférence islamique
- 1976-1983 : Détaché auprès du Gouvernement omanais et représentant permanent de ce gouvernement auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York au cours de cette période

- 1984-1985 : De retour au Ministère égyptien des affaires étrangères et nommé Directeur du Département des organisations internationales
- 1986-1990 : Ambassadeur d'Egypte en Espagne
- 1990-1991 : Ministre adjoint des affaires étrangères pour les affaires arabes et représentant permanent de l'Egypte auprès de la Ligue des Etats arabes
- 1991 : Membre de la délégation égyptienne à la Conférence de la paix sur le Moyen-Orient à Madrid
- 1992-jusqu'à
présent : Représentant de la Ligue des Etats arabes auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York
- Langues : Anglais, arabe et français
- Décorations : Ordre du Mérite, première catégorie (Egypte)
Ordre de Noman, première catégorie (Oman)
Ordre d'Isabelle la Catholique (Espagne)

Hamzat AHMADU (Nigéria)

Titre traditionnel : Wáli de Sokoto

Date de naissance : 15 août 1930

Lieu de naissance : Gwadabawa, circonscription de Gwadabawa, Etat de Sokoto (Nigéria)

Etudes :

1947-1949 : Ecole d'études arabes (aujourd'hui Université Abdullahi Bayero), à Kano

1949-1950 : Collège d'enseignement administratif (aujourd'hui Institut d'administration de l'Université Ahmadou Bello), à Zaria

Avril-juillet 1952 : Man O'War Bay : formation d'animateur de groupes de jeunes au Cameroun

1954-1957 : Balham Tooting College (aujourd'hui South Western College of Technology) - External Student à l'Université de Londres

1959-1960 : Queen's College - Université d'Oxford (Grande-Bretagne)

Juillet 1990 : Nommé docteur en droit honoris causa par la City University, Los Angeles.

Carrière : Date de la première affectation : 7 avril 1950 à l'ancien Service administratif du Gouvernement nigérian

1950 : Travaille au secrétariat du Nigéria du Nord, à Kaduna

1953-1954 : Travaille à l'ancienne Chambre d'assemblée du Nigéria du Nord

1957-1959 : Secrétaire particulier du Premier Ministre du Nigéria du Nord, Alhaji Sir Ahmadou Bello, à Sardauna (Sokoto)

1960 : Transféré au Service du gouvernement fédéral du Cabinet du Premier Ministre (Section des affaires étrangères)

1960-1961 : En poste à la Haute Commission du Nigéria, à Londres

| | |
|---------------------------------|--|
| 1961-1964 : | En poste à l'Ambassade du Nigéria à Bonn (République fédérale d'Allemagne) comme deuxième puis premier secrétaire et conseiller |
| 1964-1965 : | Transféré au siège du Ministère des affaires extérieures, en tant que chef du Département des affaires consulaires et des traités |
| 1965-1966 : | Chef du Département Asie du Ministère des affaires extérieures et Chargé de missions spéciales pour l'organisation du pèlerinage musulman de La Mecque |
| 1966-1975 : | Détaché à la State House (Palais présidentiel 1), Secrétaire administratif du Chef du gouvernement militaire fédéral, Commandant suprême des forces armées |
| 1975-1978 : | Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République fédérale du Nigéria en Union soviétique et en République démocratique allemande |
| 1978-1981 : | Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République fédérale du Nigéria aux Pays-Bas |
| Septembre 1981- Avril 1982 : | Directeur du protocole et des liaisons avec l'Assemblée nationale, Ministère des affaires extérieures, à Lagos |
| Avril 1982-1984 : | Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République fédérale du Nigéria en République-Unie du Cameroun |
| Avril 1984 : | Nommé Directeur général des Affaires africaines au Ministère des affaires extérieures |
| 1984-1986 : | Directeur général des affaires africaines, Ministère des affaires extérieures |
| 1986-1987 : | Secrétaire permanent et Chef du Service diplomatique nigérian, Ministère des affaires extérieures |
| 1987-1991 : | Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République fédérale du Nigéria aux Etats-Unis d'Amérique, à Washington, D.C. |
| 1991 : | Quitte le corps diplomatique à l'âge du départ obligatoire à la retraite |
| 1991 : | Président du Conseil d'administration, A.G. Leventis (Nigéria) SARL |
| 1992 : | Recteur de l'Université Nnamdi Azikiwe, Awka, Etat d'Anambra (Nigéria) |

- 1992-1994 : Président du Conseil d'administration, Sokoto, State Polytechnic Talata, Mafara, Etat de Sokoto (Nigéria)
- 1993 : Président du Conseil d'administration de la Banque Gamji du Nigéria SARL
- 1994 : Président du Conseil d'administration du Collège Shehu Shagari, Sokoto, Etat de Sokoto (Nigéria)

Expérience :

- 1969-1975 : Membre de la délégation nigériane à la Conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth à Londres; à la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine (sixième à douzième sessions ordinaires); à la Mission de bons offices des chefs d'Etat de l'Organisation de l'unité africaine au sujet du conflit arabo-israélien, qui s'est rendue deux fois en Israël et en Egypte; et à la Conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth à Ottawa (Canada)
- Novembre 1977 : Membre de la délégation nigériane à la trente-deuxième session de l'Assemblée générale des Nations Unies et délégué du Nigéria à la Deuxième Commission
- Juillet 1984 : Membre de la délégation nigériane au Conseil des ministres et chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, à Addis-Abeba (Ethiopie)
- 1985 : Membre de la délégation nigériane au Conseil des ministres et chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à Addis-Abeba (Ethiopie)
- Depuis 1986 : Membre de la délégation nigériane à la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale des Nations Unies
- Elu membre expert indépendant du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale de l'ONU; réélu en décembre 1989
- A organisé de nombreuses visites officielles, notamment au Royaume-Uni, en URSS, en Chine, en Ethiopie, etc., et des conférences de chefs d'Etat et de gouvernement à l'intérieur et à l'extérieur du Nigéria, auxquelles il a participé en tant que délégué. A beaucoup voyagé au Nigéria et dans de nombreux pays à l'occasion de visites officielles,

de conférences ou de missions spéciales. A participé en tant que représentant officiel de son pays à de nombreuses négociations officielles et rencontres au sommet

Décorations :

A reçu des décorations des pays ci-après : Egypte, Soudan, Ethiopie, République centrafricaine, Sénégal, Bénin, Togo, Niger, Mauritanie, Guinée, Cameroun, Tchad et Gambie

Langues étrangères :

Anglais, arabe, allemand et notions de français

Michael Parker BANTON

(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Né le 8 septembre 1926. Marié, quatre enfants (un décédé). Professeur de sociologie à l'Université de Bristol (1965-1992), dont il a été le Vice-Recteur (1985-1988). Directeur du Service de recherche sur les relations ethniques du Conseil de la recherche en sciences sociales à Bristol (1970-1978), après avoir été chargé d'enseignement en anthropologie sociale à l'Université d'Edimbourg.

Licence en économie (Londres, 1950), diplôme d'études supérieures (Edimbourg, 1954), doctorat (Edimbourg, 1964).

Président de l'Institut royal d'anthropologie de Grande-Bretagne et d'Irlande (1987-1989). Président des sections de sociologie (1970-1971) et d'anthropologie (1985-1986) de l'Association britannique pour le développement des sciences. Président de la Section des relations raciales et ethniques et des relations entre minorités de l'Association internationale de sociologie (1990-1994).

Juge de paix à Bristol depuis 1966. Membre de la Commission royale sur la procédure pénale (1978-1981), de la Commission royale sur les troubles civils aux Bermudes (1978), du Comité consultatif sur les minorités ethniques du Conseil d'études judiciaires (1993-1996), de la Commission nationale du Royaume-Uni pour l'UNESCO (1963-1965 et 1980-1985) et du Conseil des hôpitaux de la région sud-ouest (1966-1970).

Charges de professeur honoraire à l'étranger : Massachusetts Institute of Technology (1962-1963), Wayne State University, Detroit (1971), Université du Delaware (1976), Australian National University (1981) et Duke University, Caroline du Nord (1982). Elu membre étranger du Vetenskapssocietetet de Lund (Suède) en 1972.

Auteur des ouvrages ci-après : The Coloured Quarter (Le quartier des personnes de couleur) (1955), West African City (Ville d'Afrique de l'Ouest) (1957), White and Coloured (Blancs et personnes de couleur) (1959), The Policeman in the Community (Le policier dans la collectivité) (1964), Roles (1965), Race Relations (Relations raciales) (1967), The Race Concept (La notion de race) (en collaboration avec J. Harwood, 1975), The Idea of Race (L'idée de race) (1977), Racial and Ethnic Competition (Concurrence raciale et ethnique) (1983), Promoting Racial Harmony (Promouvoir l'harmonie raciale) (1985), Investigating Robbery (Enquête sur le cambriolage) (1985), Racial Theories (Théories raciales) (1987), Racial Consciousness (Conscience raciale) (1988), Discrimination (1994), International Action Against Racial Discrimination (Action internationale contre la discrimination raciale) (1996).

Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale depuis 1986, ayant été réélu en 1990 et 1994. Le Comité l'a élu rapporteur pour la période 1990-1996 et président pour 1996-1998.

Joseph BELIBI (Cameroun)

ETAT CIVIL

Date de naissance : 27 novembre 1943

Nationalité : camerounaise

Situation de famille : marié

ETUDES

Baccalauréat au lycée Leclerc, en juin 1963; Université de Yaoundé, faculté de droit et sciences économiques; licence en droit privé, juin 1967; Ecole nationale d'administration et de magistrature de Yaoundé, 1966; diplôme de l'ENAM; Institut international d'administration publique de Paris, 1967/68, diplôme de cet institut; Institut international du droit de développement à Rome, février 1985, diplôme de cet institut.

ACTIVITES PROFESSIONNELLES

- Décembre 1968, juge au tribunal de première instance de Bafoussam
- Août 1969, substitut général au parquet général de la cour d'appel de Dschang
- Août 1971, attaché au parquet général de Garoua
- Octobre 1972, Président du tribunal de première instance de Mokolo
- Avril 1974, Président du tribunal de première instance de Nkongsamba
- Juillet 1977 - août 1978, Directeur général adjoint des affaires judiciaires et du sceau au Ministère de la justice
- Août 1978 - septembre 1982, procureur général près la cour d'appel de Garoua
- Septembre 1982, Directeur adjoint de la législation, Ministère de la justice
- Septembre 1986, Avocat général au parquet général de la Cour suprême
- Séminaire sur la rédaction des rapports périodiques à adresser aux différents comités des Nations Unies chargés de la protection des droits de l'homme
- Août 1988, Conseiller à la Cour suprême
- Depuis août 1989 à ce jour, Secrétaire général du Ministère de la justice
- Membre de l'Institut international du droit d'expression française

- Septembre 1990, membre de la Commission des libertés publiques ayant élaboré la législation libérale actuelle du Cameroun
- Octobre 1991, membre de la Conférence tripartite à Yaoundé
- 1992, membre du Conseil national de la communication jusqu'à ce jour
- 1993, Président du conseil d'administration de la CAMAIR jusqu'à ce jour
- Professeur vacataire à l'Ecole nationale d'administration et de magistrature depuis 1984
- Magistrat hors hiérarchie, premier groupe, indice 1400.

DISTINCTIONS HONORIFIQUES

- Chevalier de l'ordre national de la Valeur
- Officier de l'ordre national de la Valeur

AUTRES ACTIVITES

- 1983, membre de la délégation du Cameroun à Addis-Abeba lors des négociations du Traité créant la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale
- Président de la cellule de réflexion de l'OAPI sur sa crise financière
- 1992, membre de la Conférence préparatoire de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, à Genève
- Membre de plusieurs délégations camerounaises participant au sommet de l'UDEAC, aux congrès de l'Institut international du droit d'expression française, aux travaux d'harmonisation du droit des affaires
- Conférence des Nations Unies sur la prévention du crime et le traitement des délinquants, à Milan, axée sur les droits de l'homme, 12-27 août 1985
- Conférence internationale du bureau d'Amnesty international New York, novembre 1985
- Séminaire organisé par l'UNITAR à Dakar, 26 septembre - 15 octobre 1986
- Rédaction du rapport initial du Cameroun sur la Convention contre la torture, les traitements inhumains et dégradants, juin 1989
- Conférence internationale, Criminal Law Reform Society, janvier 1990, à Washington
- Conférence internationale "La paix par le droit", avril 1990, à Pékin

- 1991, membre de la délégation au Séminaire africain sur les normes internationales des droits de l'homme et l'administration de la justice (Le Caire, du 8 au 12 juillet 1990)
- Comité préparatoire de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, à Genève, du 30 mars au 10 avril 1992
- 1993-1994, membre de la délégation du Cameroun à la session du Comité des droits de l'homme de l'ONU à New York (30 et 31 mars 1994)
- Vice-Président "Criminal Law Reform Society" au Cameroun, ayant pour objet les droits de l'homme
- Président de la Commission nationale pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique
- M. Joseph Belibi participe régulièrement à la rédaction des rapports périodiques à adresser aux Nations Unies, en matière de droits de l'homme.

LANGUES PARLEES

Français, anglais

Andrew CHIGOVERA (Zimbabwe)

Date de naissance : 7 mars 1953

Lieu de naissance : Chirumanzu, Mvuma (Zimbabwe)

Situation de famille : Marié, trois enfants

Etudes : 1973-1977 : Université de Zambie, licence en droit
1977-1978 : Law Practice Institute de Zambie - Diplôme d'études supérieures (examens du barreau)

1985 : Université du Texas, Dallas - Diplôme d'études supérieures de droit international et de droit comparé

1991-1992 : King's College, Londres - Maîtrise de droit, avec spécialisation en droit international des affaires

Autres formations, notamment au Crown Agents Training Centre (cours de prévention de la délinquance, 1989) et à l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) (cours de droit international, 1991)

Qualifications professionnelles : Avocat (Advocate) à la Haute Cour de Zambie

Avocat (Legal Practitioner) à la Haute Cour du Zimbabwe

Carrière : Depuis 1989 : Procureur général adjoint

1987-1989 : Procureur général par intérim

1984-1987 : Procureur de la République, cabinet du Procureur général

1982-1984 : Occupe un poste de responsabilité (Chief Law Officer) au cabinet du Procureur général

1980-1981 : Greffier de la Division des appels et de la Division générale de la Haute Cour du Zimbabwe

1979-1980 : Avocat associé dans le Cabinet juridique Forrest Price & Co., à Kitwe (Zambie)

1977-1979 : Avocat assistant dans le Cabinet juridique Ellis et Cie, à Kitwe (Zambie)

1975-1977 : Assistant dans le Cabinet juridique Martin & Co., à Lusaka (Zambie)

Associations

professionnelles : Alumni International Association

Association de droit de Zambie

Société de droit du Zimbabwe

Correspondant national en chef du Service de la prévention du crime (Organisation des Nations Unies)

Directeur de programme régional de l'Institute of International Arbitration

Autres activités : Président d'un certain nombre de réunions internationales, notamment rapporteur de la réunion préparatoire du huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants

Expert dans les domaines suivants : Prévention de la délinquance, prévention de la corruption, lutte contre les associations internationales de malfaiteurs, trafic de drogue, assistance mutuelle sur des questions pénales, supervision du commerce international, détermination des prix de transfert et commerce international, lors de colloques internationaux organisés tant au Zimbabwe qu'au Royaume-Uni

Expert de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), lors de séminaires et ateliers portant sur les aspects juridiques de la gestion de la dette organisés au Zimbabwe et en Zambie (octobre 1993)

Membre de la Commission du service judiciaire de 1987 à 1989, chargé de recommander des candidatures et d'approuver les nominations aux fonctions de magistrat ou à d'autres fonctions juridiques importantes

Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (1994-1998), rapporteur de ce comité (1996-1998)

Membre de la mission d'enquête en République démocratique du Congo, envoyé par le Secrétaire général de l'ONU en 1997

Publications : Legal Problems of Land Development in Zambia (Problèmes juridiques associés à la mise en valeur des terres en Zambie), mémoire présenté à la Faculté de droit de l'Université de Zambie dans le cadre du cours de licence

Legal Assistant in Zimbabwe (Avocat assistant au Zimbabwe), communication présentée à la Conférence de l'Inter-American Legal Services Association, organisée à San José (Costa Rica) en 1981

Planning for Crime Prevention and Criminal Justice in the Context of Development (Planifier la prévention du crime et la justice pénale dans le contexte du développement), communication présentée lors du Séminaire de l'Institut régional africain de l'ONU pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (UNAFRI), organisé à Addis-Abeba (Ethiopie) en 1987

Crime Prevention and Alternatives to Imprisonment (Prévention de la délinquance et solutions susceptibles de remplacer l'emprisonnement), communication présentée à la réunion préparatoire interrégionale du huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, organisée à Vienne (Autriche) en 1988

Abdelhaq EL MKINSI (Maroc)

Date et lieu de naissance : 13 décembre 1942, à Rabat

Situation de famille : marié, père de quatre enfants

Diplômes universitaires

- Diplôme de l'Institut des hautes études marocaines, en 1961 (équivalent de la licence ès lettres)
- Licence en droit (sciences juridiques), en 1964
- Certificat d'études supérieures en droit civil
- Certificat d'études supérieures en droit des affaires
- Admission au concours de la magistrature, en 1965
- Maître assistant à la faculté de droit

Fonctions

Ministère de la justice

- Du 1er août 1960 au 19 mai 1964, interprète judiciaire assermenté

Ministère de la jeunesse et des sports

- Du 16 mai 1964 au 21 février 1966 :
 - Chef de la Division de la culture populaire
 - Inspecteur général
 - Secrétaire général des commissions du Conseil national de la jeunesse et des sports

Office national des chemins de fer

- Depuis le 21 février 1966 :
 - Ingénieur en chef
 - Conseiller juridique
 - Inspecteur général des la chaîne hôtelière
 - Administrateur des sociétés ci-après : société hôtelière DIAFA, société Cité 1 des jeunes (société immobilière), société Cité 2 des jeunes (société immobilière), SOC ICA, Société d'impression et de publication à Tanger, Société marocaine des transports rapides "Carré", conseiller juridique de la société SCIF

Situation parlementaire

- Du 8 octobre 1984 au 8 octobre 1992 :
 - Député de Rabat
 - Président du Conseil préfectoral de Rabat
 - Président de la Commission de la justice, de la législation et de la fonction publique au Parlement
 - Rapporteur de la Commission de l'intérieur au Parlement
- Du 26 octobre 1992 au 15 juin 1995 :
 - Président du conseil municipal de Rabat/Youssoufia
 - Premier Vice-Président de la communauté urbaine de Rabat
- Du 17 avril 1995 au 30 avril 1997, chef de cabinet du Ministre des droits de l'homme
- Actuellement, depuis le 1er mai 1997, chef de cabinet du Ministre de la justice

Activités culturelles, sportives, sociales et économiques

- 1957 : Fondateur et animateur de l'association étudiant persévérant
- 1958 : Stage de moniteur de colonies de vacances
- 1959 : Stage d'entraînement mental
- 1962 : Fondateur et animateur de l'association NIBRASS AL MOJTAMA
- 1965 : Fondateur et Secrétaire général du Comité central de l'Association jeunesse et société
- 1968 : Président de l'Amicale des cheminots
- 1969 : Président de la section de basket-ball du stade marocain
- 1973 : Président de l'USCM (section boules)
- 1986 : Président de l'Association des clubs ISESCO
- 1987 : Membre fondateur de l'Association Ribat al Fath
- 1988 : Président du Comité directeur du Club stade marocain (avec toutes ses composantes)
- Représentant du Maroc à la Commission d'arbitrage (transports internationaux)
- Participation à tous les colloques des collectivités locales
- Participation à la préparation des divers plans de développement

- Participation aux travaux du CNJA
- Membre de l'Organisation des villes arabes
- Membre de la Fédération mondiale des villes jumelées
- Membre de l'Organisation des villes islamiques

Activités de tourisme

- Participation aux différents congrès de tourisme à l'étranger
- Participation aux diverses tables rondes, symposium, séminaires, colloques au Maroc
- Auteur d'allocutions en matière de tourisme au Parlement
- Membre de la Commission de tourisme au Parlement
- Membre de la Commission des finances au Parlement (ayant participé à l'étude et la mise au point de tous les codes des investissements et de la réforme fiscale (TVA, IS, IGR, TU, etc.))
- Membre de l'Association internationale de l'hôtellerie

Maurice GLELE AHANHANZO (Bénin)

- Né au Bénin en 1934; après des études secondaires classiques, est administrateur breveté de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer
- Docteur d'Etat en droit; professeur agrégé de droit public et science politique
- A enseigné aux universités du Bénin, de Paris-I et de Dakar. Est l'auteur de plusieurs ouvrages, en particulier : "*Naissance d'un Etat noir*"; "*Le Danxomé : du pouvoir Adja à la nation Fon*"; "*Religion, culture et politique en Afrique noire*"; "*Introduction à l'Organisation de l'unité africaine et organisations régionales africaines*" et a publié de nombreux articles dans des revues juridiques spécialisées. Il a été l'un des rédacteurs de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples; directeur de recherche et de thèse, il a été membre de nombreux jurys de thèse, en droit, en histoire et en anthropologie (Paris-I et Dakar)
- Il est coauteur de plusieurs ouvrages juridiques sur l'Afrique
- Il a été fonctionnaire de l'UNESCO :
 - Directeur de la Division des études et des politiques culturelles
 - Conseiller juridique, Directeur de l'Office des normes internationales et des affaires juridiques
 - Promu à titre personnel sous-directeur général de l'UNESCO, conseiller juridique en 1992
- Il est actuellement membre de la Cour constitutionnelle de la République du Bénin et Président de l'Institut des droits de l'homme et de promotion de la démocratie : La démocratie au quotidien. Il est, depuis 1993, Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme, sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et l'intolérance qui y est associée. A ce titre, il a présenté plusieurs rapports généraux devant la Commission des droits de l'homme et l'Assemblée générale des Nations Unies et des rapports sur les Etats-Unis d'Amérique (1994), le Brésil (1995), l'Allemagne (1995), la France (1995), le Royaume-Uni (1995), la Colombie (1996), le Koweït (1996). Son mandat a été renouvelé en 1996 pour trois ans.

Régis de GOUTTES (France)

Né le 26 octobre 1940 à Paleville (81 Tarn) (France)

Marié, quatre enfants

ETUDES, DIPLOMES ET AUTRES QUALIFICATIONS

- Licence en droit
- Diplôme d'études supérieures de :
 - droit privé
 - sciences criminelles
 - droit comparé (faculté internationale pour l'enseignement du droit comparé de Strasbourg)
- Diplôme de l'Institut d'études politiques (Toulouse)
- Ancien élève de l'Ecole nationale de la magistrature (sorti major de la promotion CNEJ de décembre 1968)
- Diplôme d'études d'espagnol de la chambre commerciale de Toulouse

ACTIVITES PROFESSIONNELLES

a) Activités judiciaires

- 1969-1972 : Magistrat au Ministère de la justice
- 1972-1973 : Substitut du Procureur de la République à Nouméa, puis à Versailles
- 1974-1978 : Magistrat au Ministère de la justice
- 1978-1981 : Conseiller juridique au Ministère des affaires étrangères (Direction des affaires juridiques)
- 1981-1983 : Chef du Bureau du droit pénal international et européen au Ministère de la justice
- 1983 : Directeur adjoint du cabinet du Garde des sceaux, Ministère de la justice (M. Robert Badinter)
- 1984-1985 : Sous-Directeur de la justice criminelle au Ministère de la justice
- 1985-1989 : Directeur adjoint des affaires juridiques au Ministère des affaires étrangères

1990-1992 : Avocat général à la cour d'appel de Paris (chef du service des droits de l'homme, de la prévention et de la protection judiciaire de la jeunesse en 1992, puis délégué à la Cour de cassation)

Depuis 1993 : Avocat général à la Cour de cassation (chambre commerciale et, depuis 1996, chambre criminelle)

b) Activités juridiques non judiciaires

- Membre élu du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD) depuis 1990
- Membre élu (1990-1993), Vice-Président (1994), puis Président (1995-1996) du Comité directeur européen pour les droits de l'homme du Conseil de l'Europe - CDDH
- Ancien membre élu du Comité directeur européen pour les problèmes criminels (1985-1989)
- Ancien membre élu du Conseil d'administration de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI), Rome (1990-1994)
- Membre de la Commission nationale consultative française des droits de l'homme depuis 1990
- Membre de la société française pour le droit d'expression française - IDEF
- Membre de l'Association de recherche pénale européenne

AUTRES ACTIVITES - ACTIVITES D'ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE

- 1976-1977 - Chargé de conférences à l'Ecole nationale d'administration sur la coopération judiciaire pénale internationale
- 1981-1997 - Chargé de conférences à l'Ecole nationale de la magistrature (formation initiale à Bordeaux et formation continue à Paris) sur la Convention européenne des droits de l'homme, la coopération judiciaire européenne et internationale, les organes de contrôle universels des droits de l'homme (Comité pour l'élimination de la discrimination raciale de l'ONU)
- Chargé de diverses conférences sur les droits de l'homme par le Conseil de l'ordre des avocats de Paris, la cour d'appel de Paris, la Cour de cassation, les universités de Rouen, Orléans, Montpellier, Paris et la Commission nationale consultative des droits de l'homme

- Chargé par le Centre pour les droits de l'homme de l'ONU (Genève) de plusieurs conférences de formation aux conventions internationales des droits de l'homme à l'intention des pays africains (Séminaires d'Abidjan et de Lomé)
- Chargé d'enseignement à l'Université de Paris-I pour le DESS de droit humanitaire et de droits de l'homme (depuis 1995)
- Chargé d'enseignement à l'Institut des hautes études européennes de l'Université Robert Schuman à Strasbourg
 - DEA - droit comparé des droits de l'homme (depuis 1996)

TRAVAUX ET PUBLICATIONS

Divers articles et contributions (une vingtaine) dans des revues ou ouvrages juridiques, notamment dans le domaine des droits de l'homme et de la coopération judiciaire européenne et internationale :

Exemples d'articles

- 1) "La Convention européenne des droits de l'homme et la justice française en 1992" (*Gazette du Palais*, des 6-7 mars 1992, Nos 66-67)
- 2) "La Convention européenne des droits de l'homme et le juge national : vers une consolidation de la mission et du statut du juge ?" (*Gazette du Palais*, du 15 janvier 1993, No 1-5)
- 3) "Variations sur l'espace judiciaire européen" et "Avoir un espace judiciaire pénal paneuropéen" : in Dalloz 1990, chronique 245 et Dalloz 1991, chronique 154
- 4) Le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale : études in Revue de science criminelle et de droit pénal comparé (juillet-septembre 1991), Revue générale de droit international public (No 1, 1992) et Revue trimestrielle des droits de l'homme (Bruylant, No 28, 1er octobre 1996)
- 5) Le juge français et la Convention européenne des droits de l'homme : avancées et résistances... (Revue trimestrielle des droits de l'homme, 1995, No 24)
- 6) La préparation des rapports français devant les organes mondiaux de protection des droits de l'homme (Cahiers du CEDIN de Nanterre, 1990. Actes du Colloque des 12 et 13 octobre 1989)
- 7) Vers un droit pénal européen ? (Revue de science criminelle et de droit pénal comparé, 1993, No 4)
- 8) A propos du Tribunal international pour les crimes de guerre commis depuis 1991 dans l'Ex-Yougoslavie (Archives de politique criminelle, PEDON, 1994), etc.

Exemples de contribution à des ouvrages

- 1) Ouvrage collectif sur la Convention européenne des droits de l'homme, publié en 1995 (Economica) sous la présidence de MM. Louis Edmond Pettiti, Emmanuel Decaux et Pierre-Henri Imbert (commentaire de l'article 5 du paragraphe 2 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, p. 203 et suiv.)
- 2) Ouvrage sur le droit français et la Convention européenne des droits de l'homme de 1974 à 1992, publié en 1994 (Engel) sous la présidence du professeur Frédéric Sudre (p. 49 et suiv.)
- 3) Liber Amicorum pour M. Marc André Eissen (éd. Bruylant, Bruxelles, 1995, p. 187 et suiv.)
- 4) Quelle Europe pour les droits de l'homme ? La Cour de Strasbourg et la réalisation d'une union plus étroite (Actes du Colloque du CREDHO des 11-12 mai 1995, sous la présidence du professeur Paul Tavernier, publiés chez Bruylant en 1996, p. 217 et suiv.)
- 5) Les nouveaux développements du procès équitable européen (Actes du Colloque de la Cour de cassation du 22 mars 1996, publiés avec l'Université de Strasbourg chez Bruylant en 1996)
- 6) Contribution aux mélanges offerts au professeur Georges Levasseur sur le droit pénal et le droit européen : de l'espace judiciaire pénal européen à l'espace judiciaire pénal paneuropéen (LITEC, 1992)
- 7) Actes du Colloque du 13 juin 1997 sur "le crime contre l'humanité", organisé par la Cour de cassation et la Commission nationale consultative française des droits de l'homme (à paraître)

Autres éléments pertinents

Décorations

- Officier de l'ordre national du Mérite
- Chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur
- Médaille de l'Administration pénitentiaire

Carlos LECHUGA HEVIA (Cuba)

M. Carlos Lechuga Hevia est né à La Havane le 28 février 1918. Il exerce la profession de journaliste à partir de 1937 puis, en 1959, entre dans la carrière diplomatique. De février à juillet 1959, il occupe les fonctions d'envoyé spécial et ministre plénipotentiaire auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York.

Le 18 juillet 1959, M. Lechuga Hevia est nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Cuba au Chili.

Le 28 décembre 1959, il est nommé ambassadeur en mission spéciale en Amérique latine.

Le 2 mars 1960, M. Lechuga Hevia prend les fonctions de représentant permanent de Cuba auprès du Conseil de l'Organisation des Etats américains et auprès du Conseil économique et social interaméricain à Washington. Il participe en tant que conseiller aux cinquième, sixième, septième et huitième réunions de consultation des Ministres des relations extérieures des pays d'Amérique latine. Il préside la délégation cubaine à la réunion spéciale de représentants de haut niveau visant à renforcer le Conseil économique et social interaméricain.

En février 1962, M. Lechuga Hevia est nommé directeur des organisations internationales au Ministère des relations extérieures.

Le 12 avril 1962, il est nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire au Mexique.

A la fin de 1962, durant la "crise des missiles", il est muté à New York où il occupe les fonctions d'ambassadeur, représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies, puis dirige la délégation cubaine à la dix-huitième session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Le 29 juillet 1964, il est nommé président du Conseil national de la culture de Cuba, devenant à ce titre membre du Conseil des ministres.

Il participe à des missions officielles spéciales en Asie, en Afrique, en Amérique latine et au Moyen-Orient.

Il occupe les fonctions de directeur politique pour l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine au Ministère des relations extérieures et, en janvier 1970, est nommé délégué général de Cuba à l'Exposition universelle d'Osaka (Japon).

A partir du 22 janvier 1971 et jusqu'en 1978, il est nommé ambassadeur à Genève, représentant permanent de Cuba auprès de l'Office des Nations Unies et des institutions spécialisées ayant leur siège en Suisse.

Il dirige la délégation de Cuba à diverses conférences, notamment à la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés en 1974, 1975 et 1977, ainsi qu'à la Réunion ministérielle du GATT tenue à Tokyo du 12 au 14 septembre 1973 et à la Conférence des pays en voie de développement sur les matières premières, tenue à Dakar du 3 au 8 février 1975.

Il a fait partie du Groupe des Trois chargé d'examiner les rapports des Etats parties sur l'application de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid.

Il représente le Groupe des gouvernements du Conseil d'administration de l'Organisation internationale du Travail (OIT) au Conseil d'administration de l'Institut international d'études sociales, ayant dirigé la délégation de Cuba aux conférences de l'OIT.

M. Lechuga Hevia a été membre de la délégation cubaine aux troisième, quatrième et cinquième sessions de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Il a occupé le poste de coordonnateur du Groupe des 77 lors de la cinquième session de la Conférence à Manille (Philippines) et de sa septième session à Genève.

M. Lechuga Hevia a été représentant de Cuba à la septième session extraordinaire et à la trente-quatrième session de l'Assemblée générale.

Il a été représentant de Cuba à la Commission des droits de l'homme en diverses occasions et vice-président de cet organe à la trente-deuxième session, en 1976.

En 1978, il est nommé directeur du Département des organisations internationales du Ministère des relations extérieures.

Il a été désigné membre du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'étudier les arrangements institutionnels relatifs au processus de désarmement et a fait partie de la délégation de la Conférence du désarmement qui a assisté à la destruction d'armes nucléaires de portée intermédiaire à Volgograd (URSS).

M. Lechuga Hevia a été, en deux occasions (1980-1981 et 1984-1989), membre à titre personnel du Comité consultatif pour les études sur le désarmement, organe chargé de conseiller le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Il a également été membre de la délégation cubaine aux Conférences des Nations Unies sur le sucre de 1973 et 1977 et à plusieurs réunions du Mouvement des pays non alignés, et a occupé les fonctions de secrétaire de la Commission politique de la sixième Conférence au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement organisée à La Havane et de représentant au Sommet des pays non alignés à Colombo, en 1976. Il a en outre participé à la réunion du Conseil du Système économique latino-américain (SELA) à Caracas (Venezuela).

En qualité de représentant de son pays, il a participé aux quatorzième, trente-quatrième, trente-cinquième et quarantième sessions de l'Assemblée générale à New York.

Il a été vice-président de la Première Commission à la quarantième session de l'Assemblée générale en 1985 et membre du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED.

Il a dirigé une délégation de représentants du Mouvement des pays non alignés qui s'est rendue à Beyrouth en août 1981 pour observer les dommages causés par une attaque surprise de l'armée de l'air israélienne.

En 1982, à la tête de la délégation cubaine, il a présidé une réunion préparatoire de coordonnateurs du Mouvement des pays non alignés au siège de l'UNESCO, à Paris, en prévision de la Conférence mondiale sur les politiques culturelles.

Il a occupé les fonctions d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Cuba au Portugal de 1981 à 1983.

De 1984 à 1989, il a été à nouveau nommé ambassadeur de Cuba à Genève, représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies et des institutions spécialisées ayant leur siège en Suisse.

Il a exercé la présidence de la Conférence du désarmement en 1986 et, la même année, a été élu président du Comité spécial des armes radiologiques.

Il a été coordonnateur du Groupe latino-américain à Genève en deux occasions et a fait office de coordonnateur du Groupe des 21 à la Conférence du désarmement.

En septembre 1989, il a dirigé la délégation cubaine qui a assisté en qualité d'observateur au retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge.

Il a été élu membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale en janvier 1990 et réélu en 1994. Durant cette période, il a exercé les fonctions de vice-président.

Publications : Itinerario de una farsa (Prix de la critique en 1992) et En el Ojo de la Tormenta.

Caridad JUNIO (Philippines)

Date de naissance : 28 février 1954

Etudes : University of the East (1970-1974) - Licence d'anglais

Présidente du club d'étudiantes Mu Alpha Phi
(1972-1973)

University of the East (1974-1978) - Licence de droit

Responsable du club d'étudiantes Tau Lambda Kappa
(1976-1977/1977-1978)

Expérience professionnelle :

Procureur public au Ministère de la justice depuis 1987

Représentante du Ministère de la justice aux réunions ci-après :

- Débat ANASE-Europe sur le thème : "Droits de l'homme : Qu'avons-nous en commun ?", Fondation Friedrich Ebert, 13-14 octobre 1997, Mandaluyong City
- Conférence sur la population, l'environnement et la paix, consacrée à la sécurité humaine et écologique, 15-17 juin 1995, Manille
- Séminaire de formateurs sur les droits de l'homme dans le système de justice militaire (phase IV), stage portant sur les droits de l'homme, le droit international humanitaire et le système de justice militaire, 27 mars - 7 avril 1995, JAGO-AFP Fort Bonifacio
- Premier atelier sur les droits de l'homme, Association internationale du barreau, 27-28 juin 1994, Pasay City
- Séminaire d'étude de l'ANASE sur le thème "Complicités et enquêtes sur les biens illégalement acquis par les trafiquants de drogue", 9-29 février 1988, Manille

Avocat plaidant (Trial Attorney II) au Ministère de la réforme agraire (1984-1987)

Associée, Cabinet juridique Vicente Millora, St. Francis Cond., Cor., Postdam St., Aurora Blvd., Cubao, Quezon City

Associée, Cabinet juridique Serafin P. Rivera, L & L Bldg., 855 EDSA, Quezon City

Membre du personnel enseignant de la Faculté de droit et de comptabilité, Université polytechnique des Philippines (1980-1981)

Auteur de nombreux articles et éditoriaux.

Associations professionnelles :

La liste des diverses organisations et associations dont fait partie Mme Junio peut être consultée au secrétariat du Haut Commissariat aux droits de l'homme.

Polonca KON ČAR (Slovénie)

Date de naissance : 1er juin 1947

Lieu de naissance : Ljubljana (Slovénie)

Situation de famille : Mariée

Poste actuel : Professeur de droit du travail (droit interne et droit international),
Université de Ljubljana, Faculté de droit,
Kongresni trg 12, 1000 Ljubljana (Slovénie)

Etudes

1966-1970 : Université de Ljubljana, Faculté de droit

1973 : Université de Ljubljana, Faculté de droit, maîtrise

1978 : Université de Ljubljana, Faculté de droit, doctorat

1969, 1970 : Faculté internationale pour l'enseignement du droit comparé de Strasbourg
Premier et deuxième cycles de l'Ecole internationale de droit du travail comparé, Trieste

1972-1973 : Doctorat de spécialité (troisième cycle) en sciences sociales du travail, Université de Paris I (bourse du Gouvernement français)

Langues étrangères

Parlées : Anglais, français

Lues : Allemand, espagnol, italien

Expérience professionnelle

1970-1971 : Assistante de recherche, Institut du travail, Faculté de droit de Ljubljana

1971-1978 : Assistante, Université de Ljubljana, Faculté de droit

1979-1984 : Professeur adjointe, Université de Ljubljana, Faculté de droit

1985-1990 : Chargée de cours, Université de Ljubljana, Faculté de droit

Depuis 1990 : Professeur titulaire, Université de Ljubljana, Faculté de droit

Spécialisations en droit :

Droit du travail, sécurité sociale, droit international et européen du travail

Expérience administrative et autres activités récentes

- 1991-1993 : Vice-doyenne, Université de Ljubljana, Faculté de droit
- 1993-1995 : Doyenne, Université de Ljubljana, Faculté de droit
- 1990-1993 : Membre élu par le Parlement slovène au Conseil pour la protection des droits de l'homme et des libertés
- 1982-1994 : Membre de la Commission gouvernementale pour la coopération avec l'OIT
- 1995 : Commission gouvernementale pour l'examen des aspects des droits de l'homme qui touchent au droit international

Membre des associations nationales et internationales ci-après :

- 1994 : Présidente de l'Association slovène pour le droit du travail et la sécurité sociale
- 1993 : Membre du comité exécutif de la Société internationale du droit du travail et de la sécurité sociale, Genève
- 1990 : Membre de l'Association du droit international

Gay J. McDOUGALL (Etats-Unis d'Amérique)

FONCTIONS EXERCEES

- Depuis septembre 1994 : Directrice exécutive du Groupe juridique sur les droits de l'homme internationaux, Washington, D.C.
- Janvier-juin 1994 : Commissaire, Commission électorale indépendante de l'Afrique du Sud
- 1980-1994 : Directrice de projet (Afrique australe), Lawyers Committee for Civil Rights Under Law, Washington, D.C.
- 1984 : Consultante auprès du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, chargée d'informer le Conseil des possibilités de faire appliquer son décret No 1 devant les tribunaux des Etats-Unis
- 1979-1980 : Conseillère juridique (Associate Counsel), Bureau de l'adjoint au maire chargé de la justice pénale, New York
- 1977 : Avocate (Staff Attorney), New York City Board of Corrections, Minimum Standards Unit
- 1975-1976 : Conseillère juridique (General Counsel), National Conference of Black Lawyers, New York
- 1972-1974 : Associée, Cabinet Debevoise, Plimpton, Lyons and Gates, New York
- 1971 : Assistante juridique, Cabinet Cravath, Swaine and Moore, New York

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

- Dirige et supervise le personnel du Groupe juridique, comprenant plus d'une centaine de salariés qui se consacrent à diverses activités (actions en justice, sensibilisation, formation) dans le domaine des droits de l'homme en Asie, en Afrique, en Amérique latine et en Europe orientale.
- Dirige les quatre branches ci-après du programme du Groupe juridique : renforcement des capacités d'intervention, (projet visant à former des défenseurs des droits de l'homme au niveau local dans les pays en développement, à collaborer avec eux et à les doter de moyens d'intervention); primauté du droit (programme d'assistance technique destiné à renforcer les systèmes juridiques des pays en développement et des démocraties naissantes en vue de faire respecter les droits de l'homme); mobilisation internationale, (projet ayant pour objet de renforcer les mécanismes existant aux Etats-Unis et au niveau international pour remédier aux atteintes aux droits de l'homme, et de centrer l'attention sur les droits de l'homme et le développement);

et sensibilisation aux droits des femmes, (projet visant à promouvoir les droits individuels des femmes au moyen d'initiatives juridiques et politiques à l'ONU et dans le cadre des systèmes régionaux de protection des droits de l'homme).

- A été la seule Américaine à siéger parmi les 5 membres étrangers (sur un total de 16) de la Commission électorale indépendante de l'Afrique du Sud, qui a organisé et administré les premières élections démocratiques et non raciales de ce pays en 1994.
- Remplit les fonctions de membre expert (suppléant) de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de la Commission des droits de l'homme de l'ONU.
- A exercé les fonctions de conseillère sur les droits de l'homme auprès de la délégation des Etats-Unis au comité préparatoire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes.
- A fourni des conseils et des analyses comparatives des systèmes juridiques aux négociateurs qui ont participé à la mise au point d'une nouvelle constitution en Afrique du Sud.
- A fait partie d'un groupe consultatif auprès de la Commission constitutionnelle de l'Erythrée.
- A fréquemment témoigné devant des commissions du Congrès des Etats-Unis et des organes de l'ONU.
- A organisé et dirigé la défense de milliers de prisonniers politiques et de détenus en Afrique du Sud et en Namibie, en recueillant plus de 1,2 million de dollars par an auprès de fondations des Etats-Unis, de l'ONU et de donateurs européens afin de financer des activités relatives à l'Afrique australe.
- A organisé une série de conférences internationales en six parties sur les options constitutionnelles offertes à l'Afrique du Sud de l'après-apartheid. Ces conférences, présentées en Afrique du Sud, étaient consacrées à la réorganisation de l'appareil judiciaire, à l'adoption d'une charte des droits fondamentaux, à l'élaboration de programmes d'action concrète, à la mise en place d'un service d'assistance par des avocats commis d'office à l'échelle nationale, à la comparaison de modèles institutionnels pour faire respecter le principe constitutionnel de l'égalité entre hommes et femmes, et à l'évaluation de systèmes électoraux.
- A coordonné des campagnes à l'échelon national visant à faire pression sur le Congrès et l'appareil exécutif sur des questions liées à la politique extérieure des Etats-Unis en Afrique australe.
- A mis en place la Commission pour l'indépendance de la Namibie, groupe bipartite composé de 31 personnalités américaines, en vue d'observer le processus qui s'est déroulé pendant un an, sous le contrôle de l'ONU, avant les élections en Namibie. La Commission a accompli les tâches suivantes : modification de dispositions législatives fondamentales,

dont la loi relative à l'inscription sur les listes électorales et aux élections qui, telle qu'elle était rédigée, risquait de compromettre l'impartialité du processus électoral; analyse des dispositions envisagées pour la nouvelle constitution; consultations avec des fonctionnaires de l'ONU, l'administration sud-africaine et des responsables communautaires; publication et diffusion à l'échelon mondial des seuls rapports hebdomadaires sur le processus de transition; et présentation de plusieurs rapports au Secrétaire général de l'ONU.

- A sollicité et coordonné les services bénévoles d'avocats de grandes sociétés pour traiter des affaires liées aux droits de l'homme devant les tribunaux des Etats-Unis ou obtenir leur collaboration.
- A recruté - en facilitant leurs visites en Afrique du Sud - d'éminentes personnalités de l'appareil judiciaire et du barreau des Etats-Unis pour assister en qualité d'observateurs à d'importants procès politiques.
- A donné de nombreuses conférences sur des questions relatives aux droits de l'homme et à l'Afrique australe aux Etats-Unis, dans des universités, dans des facultés de droit et à l'occasion de conférences nationales et internationales parrainées par des organismes des Nations Unies et des organisations communautaires et professionnelles.
- A participé en tant qu'invitée à de nombreux programmes télévisés et radiodiffusés.

ETUDES

Diplôme d'études supérieures, London School of Economics and Political Science, Londres (Grande-Bretagne); études spécialisées en droit public international (1978)

Diplôme d'études supérieures, Faculté de droit de Yale, New Haven, Connecticut (1972)

Licence, Bennington College, Bennington, Vermont (1969)

ADMISSION AU BARREAU

Barreau du district de Columbia (1994)

Cour suprême des Etats-Unis (1979)

Tribunal du district sud de New York (1977)

Cour d'appel de l'Etat de New York (1974)

PUBLICATIONS

Séries annuelles de documents d'information, de bulletins et autres publications analysant l'évolution juridique et politique en Afrique australe et en Namibie (1980-1994)

"Effects of the New World Order on the Third World: United Nations Peacekeeping in Africa" (Effets du nouvel ordre mondial sur le tiers monde : opérations de maintien de la paix de l'ONU en Afrique), *Proceedings, Eighty-Seventh Annual Meeting of the American Society of International Law* (1993)

"The Release of South Africa's Political Prisoners: Definitions and Expectations" (La libération des détenus politiques d'Afrique du Sud : définitions et attentes), publié par le Centre contre l'apartheid de l'ONU (avril 1990), et *Journal of International and Comparative Law*, Temple Law School.

"Anti-Apartheid Forces Are Gaining" (Les forces anti-apartheid gagnent du terrain), dans *The Philadelphia Inquiry* (30 janvier 1990)

"Unlocking Apartheid" (Déverrouiller l'apartheid), dans *Dallas Times Herald* (4 janvier 1990)

"Implementation of the Anti-Apartheid Act of 1986" (Application de la loi anti-apartheid de 1986), dans *Sanctioning Apartheid* (1990)

"The Recurrence of Hostilities in Namibia on the Eve of Implementation of Security Council Resolution 435" (La reprise des hostilités en Namibie à la veille de la mise en application de la résolution 435 du Conseil de sécurité), *Proceedings, Eighty-Third Annual Meeting of the American Society of International Law* (1989)

"Proposals For a New United States Policy Toward South Africa" (Propositions concernant une nouvelle politique des Etats-Unis à l'égard de l'Afrique du Sud), *Virginia Journal of International Law*, vol. 28, No 4, p. 873 (été 1988)

"United Nations Mediation of Regional Crises: Namibia" (La médiation de l'ONU dans les crises régionales : Namibie), *Proceedings, Eightieth Annual Meeting of the American Society of International Law*, p. 145 (1986)

"International Law, Human Rights and Namibian Independence" (Le droit international, les droits de l'homme et l'indépendance de la Namibie), *Human Rights Quarterly*, vol. 8, No 3, p. 443 (1986)

ASSOCIATIONS

La liste complète des divers conseils, associations et autres organisations dont fait partie Mme McDougall peut être consultée au secrétariat du Haut Commissariat aux droits de l'homme.

Peter NOBEL (Suède)

Lieu et date de naissance : Stockholm, 8 décembre 1931.

Situation de famille : Marié, trois fils.

Etudes : Licence en droit, Université d'Uppsala (1963). Etudes au Trinity College de Cambridge, à l'Université de Göttingen et au Séminaire de Salzbourg. Doctorat en droit, Université d'Uppsala (1985).

Activités professionnelles :

- Avocat exerçant en qualité de partenaire dans le cabinet juridique Chrysander, à Uppsala (1963-1986).
- Officier ministériel à Uppsala (1966-1986).
- Désigné par le Gouvernement pour exercer les fonctions de premier médiateur de la Suède contre la discrimination ethnique (1986-1991).
- Secrétaire général de la Croix-rouge suédoise (1991-1994).
- Affecté en tant qu'expert auprès de diverses commissions publiques : Commission gouvernementale sur l'arrestation et la garde à vue dans les affaires criminelles (SOU 1977:50 et 1985:27), Commission gouvernementale sur le droit d'asile dans les cas de refoulement à la frontière (DsA 1985:4), Commission parlementaire de 1988 contre le racisme et la xénophobie (SOU 1989:13-14), etc.
- Désigné par le Gouvernement comme enquêteur spécial chargé de fournir une aide aux survivants et aux familles des victimes du naufrage du M/S Estonia, survenu le 28 septembre 1994; présentation d'un rapport (SOU 1996:189).
- Enseignement, recherches, services de consultant et publication d'ouvrages et d'articles, notamment sur les droits de l'homme, les droits des minorités et le droit d'asile.
- Voyages et missions en Europe, au Canada, aux Etats-Unis, au Mexique, en Afrique, en Iran et au Moyen-Orient.

Autres activités :

- Membre du Comité d'aide sociale de la municipalité d'Uppsala (1970-1976).
- Membre du conseil d'administration du théâtre municipal d'Uppsala-Gävle (1976-1983).
- Membre du conseil d'administration de l'Association du barreau suédois (Sveriges Advokatsamfund) (1970-1981).
- Membre du comité d'organisation de la Conférence panafricaine sur la situation des réfugiés en Afrique tenue à Arusha (Tanzanie) (1977-1979).

- Membre du conseil d'administration de la Fondation européenne des droits de l'homme, principalement financée par la Communauté européenne (depuis 1980).
- Membre du conseil de l'Institut international de droit humanitaire, San Remo (1988-1997).
- Président du comité d'organisation du Congrès international des ONG s'occupant des droits de l'homme, Uppsala (1991-1995).
- Président de la Transnational Foundation for Peace and Future Research, Lund (1994-1997).
- Membre du Comité d'éthique de la presse (Pressens opinionsnämnd) (depuis 1995).
- Récemment élu au conseil d'administration d'International Alert, Londres.

Agha SHAHI (Pakistan)

Position
actuelle : Président du Conseil pour les affaires mondiales d'Islamabad
et membre du Comité pour l'élimination de la discrimination
raciale depuis 1978

Expérience :

1949-1951 : A servi dans l'administration de la Province du Sind

1951 : Affecté au Ministère des affaires étrangères du Pakistan

1951-1954 : Directeur au Ministère des affaires étrangères

1955-1958 : Ministre à l'ambassade du Pakistan à Washington, D.C.

1958-1961 : Représentant permanent adjoint du Pakistan auprès de
l'Organisation des Nations Unies à New York

1961 : A été promu au rang d'ambassadeur

1961-1964 : Directeur général au Ministère des affaires étrangères

1964-1967 : Secrétaire adjoint aux affaires étrangères du Gouvernement
pakistanaï

1967-1972 : Représentant permanent du Pakistan auprès de l'Organisation
des Nations Unies à New York

1972-1973 : Ambassadeur du Pakistan en République populaire de Chine

1973-1977 : Secrétaire aux affaires étrangères du Gouvernement pakistanaï
(Sous-Secrétaire permanent)

Janvier 1978
à mai 1980 : Conseiller aux affaires étrangères

Mai 1980 à
février 1982 : Ministre des affaires étrangères

En tant que membre ou président de la délégation pakistanaïse,
M. Agha Shahi a assisté à de nombreuses sessions de l'Assemblée générale
des Nations Unies et à d'autres conférences internationales, notamment
la Conférence de Bandung (1955), la Conférence d'Etats non dotés d'armes
nucléaires (1968), les Conférences islamiques au sommet et la Conférence au
sommet des pays non alignés à La Havane (1979). Il a présidé la Conférence
islamique des Ministres des affaires étrangères tenue à Islamabad en 1980 et
a dirigé la délégation pakistanaïse à la Conférence mondiale sur les droits
de l'homme tenue à Vienne en juin 1993.

Il a également occupé diverses fonctions au sein de plusieurs organes et organismes des Nations Unies, et notamment les suivantes : membre du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) (1956-1962), représentant au Conseil de sécurité des Nations Unies (1968-1969), Président de la Première Commission de l'Assemblée générale (1969), Président du Conseil d'administration du PNUD (1969), Chef de la délégation pakistanaise à l'Assemblée générale des Nations Unies (1977-1981), Président du Conseil consultatif pour les études sur le désarmement (1979-1982), Président du Conseil d'administration de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) (1982).

M. Shahi joue un rôle actif dans les affaires publiques et a participé à de nombreux séminaires internationaux depuis 1978.

M. Shahi est l'auteur de plusieurs publications, dont l'une est consacrée à la politique étrangère et la politique en matière de sécurité du Pakistan (1988), et d'un certain nombre d'articles sur la sécurité, le désarmement et les questions humanitaires.

Oleg SHAMSHUR (Ukraine)

ETUDES ET QUALIFICATIONS

- 1978 : Diplôme d'études supérieures en relations internationales, Université d'Etat de Kiev
- 1982 : Doctorat d'histoire, Université d'Etat de Kiev
- 1991 : Chargé de recherche principal (professeur associé), Académie ukrainienne des sciences

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

- 1981-1984 : Chargé de recherche, Institut d'étude des problèmes sociaux et économiques des pays étrangers (IPESPE), Académie ukrainienne des sciences
- 1984-1989 : Secrétaire académique (directeur de programmes), IPESPE
- 1989-1992 : Chargé de recherche principal, IPESPE
- Janvier - octobre 1992 : Chargé de recherche principal, Institut d'étude de l'économie mondiale et des relations internationales (IEMRI), Académie ukrainienne des sciences
- Octobre 1992 - juin 1993 : Chargé de recherche principal, IEMRI
- Septembre 1992 - mars 1993 : Universitaire invité, University College, Londres (Section de recherche sur les migrations)
- Juin 1993 - octobre 1996 : Conseiller, Mission permanente de l'Ukraine auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
- Depuis octobre 1996 : Vice-Président du Comité d'Etat aux nationalités et aux migrations de l'Ukraine, Président du Conseil chargé d'examiner les recours des déboutés du droit d'asile
- Membre de la Commission des questions de citoyenneté, relevant du Président de l'Ukraine
- Membre suppléant de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (Commission des droits de l'homme)
- Membre du Groupe de travail intergouvernemental d'experts sur les droits de l'homme des migrants (Commission des droits de l'homme)
- Président du Centre pour les migrations et les études sociales, Institut des relations internationales de l'Université de Kiev

Membre de l'Association européenne pour la promotion des sciences sociales

Membre du comité scientifique de la Conférence européenne sur les migrations et le multiculturalisme (London School of Economics, 1995)

Auteur d'une cinquantaine de publications scientifiques, dont trois ouvrages et sept chapitres de monographies sur les migrations internationales, les relations ethniques et les affaires internationales.

BIBLIOGRAPHIE CHOISIE

Ouvrages et monographies :

- Aspects théoriques des relations ethniques, Kiev, 1987
- La "porte d'or" de l'immigration, Kiev, 1987
- Etats-Unis : Relations entre Etats et relations interethniques, Kiev, 1989

Contributions à des monographies et articles :

- Minorités ethniques et immigrants dans le monde moderne, Kiev, 1984
- La classe ouvrière et la question des nationalités dans les pays d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord, Kiev, 1985
- Mise en valeur capitaliste des ressources des réserves et situation des Amérindiens, dans : Ecologie des Amérindiens et des Esquimaux, Moscou, 1988
- L'Ukraine dans le contexte des nouvelles migrations européennes, dans : International migration review (New York), été 1992
- L'émigration ukrainienne, dans : L'express du Gouvernement (Kiev), juillet 1992
- Etude de cas européenne : facteurs influant sur les migrations
 - l'Ukraine et les anciens Etats soviétiques, conférence présentée au séminaire du Département de recherche et de statistique du Ministère britannique de l'intérieur (Londres), 1992 (document ronéotypé)
- La crise actuelle et les migrations dans l'ex-URSS, dans : Evolution économique dans les pays partenaires dans une perspective sectorielle (Colloque de l'OTAN), Bruxelles, 1993
- Les nouveaux Etats européens et leur évolution future, dans : Les migrations massives en Europe. Répercussions à l'Est et à l'Ouest, Vienne, 1993

- L'éducation multilingue en tant qu'élément des relations interethniques, dans : Language Education for Intercultural Communication (L'enseignement linguistique pour la communication interculturelle), Clevedon, 1993
- Transformations de la structure des migrations et réactions des pouvoirs publics en Europe orientale, communication présentée au Séminaire sur les nouvelles tendances et les principales questions concernant les migrations et les relations ethniques en Europe occidentale et orientale, Université de Warwick, novembre 1993
- Problèmes d'actualité concernant les relations interethniques et les migrations dans l'ex-URSS, dans : Current issues in language and society (Problèmes d'actualité concernant la langue et la société) (Clevedon), Vol. 1, No 1, 1994
- Etudes sur la sécurité en Ukraine : sujets de recherche en cours, dans : Lettre de l'UNIDIR (Genève), No 25, mars/avril 1994
- La doctrine militaire ukrainienne et les problèmes de limitation des armements, dans : The CIS: a first balance sheet (La CEI : un premier bilan), Genève, PSIS, Etudes spéciales, No 1, 1994
- Les migrations ukrainiennes dans une phase de transition, dans : Innovation (Vienne), vol. 7, No 2, 1994
- Les mouvements migratoires et la réglementation des migrations dans les Etats de l'ex-Union soviétique : Evolution et perspectives, communication présentée à la Conférence européenne sur les migrations et le multiculturalisme (London School of Economics, 30 août - 2 septembre 1995)
- L'ex-Union soviétique, dans : Migrations internationales en Europe centrale et orientale, Genève, ONU, 1997
- Exode des compétences : L'émigration des scientifiques en provenance de différentes régions des NEI, rapport scientifique, ICCR, Vienne, avril 1997
- Conférence pour l'examen des problèmes des réfugiés, des personnes déplacées et des personnes contraintes à d'autres formes de déplacement involontaire et des rapatriés dans les pays de la Communauté d'Etats indépendants et dans certains Etats voisins, dans : International Migration Review (New York), été 1997
- Gestion des migrations en Ukraine : Problèmes législatifs et administratifs, communication présentée à l'atelier sur l'expérience internationale des structures administratives d'Etat en matière de migrations (23-24 juin 1997, Kiev)

Connaissance de langues étrangères : Anglais, français, russe

Michael E. SHERIFIS (Chypre)

M. Michael E. Sherifis, né à Famagouste (Chypre) en 1937, est membre du corps diplomatique chypriote depuis la création de celui-ci en 1961. Il a été à la tête des délégations de son pays dans de nombreuses conférences internationales sur les problèmes humanitaires, ainsi que sur des questions politiques, économiques et sociales.

Il est actuellement ambassadeur de la République de Chypre en Italie, ambassadeur non résident auprès de la Suisse et de Saint-Marin et Haut Commissaire à Malte.

De juillet 1989 à juillet 1993, il a été ambassadeur aux Etats-Unis d'Amérique, accrédité également à ce titre (en qualité d'ambassadeur non résident) au Canada, à la Jamaïque, aux Bahamas, au Brésil et en Equateur.

D'avril 1985 à juillet 1989, il a été ambassadeur en URSS, accrédité également en Finlande, en République démocratique allemande, en Tchécoslovaquie et en Pologne.

De janvier 1983 à avril 1985, il a été ambassadeur en Yougoslavie et ambassadeur non résident auprès de l'Algérie.

De décembre 1979 à janvier 1983, il a été ambassadeur, représentant permanent adjoint auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York et accrédité en qualité d'ambassadeur au Suriname et de Haut Commissaire à la Grenade.

De décembre 1975 à décembre 1979, il a été directeur de la Section des droits de l'homme et des affaires politiques au Ministère des affaires étrangères à Chypre.

De janvier 1972 à décembre 1975, il a été représentant permanent de Chypre auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des institutions spécialisées ayant leur siège en Suisse.

M. Sherifis a occupé diverses autres fonctions : représentant permanent adjoint au Conseil de l'Europe; membre de la Mission permanente de Chypre auprès de l'Organisation des Nations Unies (de 1964 à 1970); conseiller aux ambassades de Chypre à Paris, au Caire et à Washington; consul général à Alexandrie et consul en Grèce.

Il est titulaire de diplômes universitaires en droit, ainsi qu'en sciences politiques et économiques.

Il parle le grec, le français, l'anglais et l'italien.

M. Sherifis est actuellement membre élu du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD), dont il a été vice-président en deux occasions. Il participe activement aux travaux du Comité et a présidé à plusieurs reprises certains de ces groupes de travail.

En ce qui concerne plus particulièrement les questions humanitaires, M. Sherifis a, entre autres, exercé les fonctions suivantes :

a) Chef de la délégation chypriote à la Conférence mondiale pour l'action contre l'apartheid, tenue à Lagos en 1977;

b) Suppléant du chef de la délégation chypriote à la Conférence sur le droit humanitaire applicable dans les conflits armés, tenue à Genève de 1974 à 1977, qui a conduit à l'adoption de deux protocoles additionnels aux Conventions de Genève;

c) Chef ou suppléant du chef de la délégation chypriote à plusieurs sessions de la Commission des droits de l'homme;

d) Représentant de Chypre à la Troisième Commission (Commission des questions sociales, humanitaires et culturelles) de l'Assemblée générale en 1968, 1969, 1976, 1977, 1978 et 1979;

e) Membre, en 1994-1995, du groupe intergouvernemental du Commonwealth sur la création d'un nouvel ordre humanitaire, dont le rapport a été adopté à la réunion au sommet du Commonwealth tenue en Nouvelle-Zélande, en septembre 1995;

f) Actuellement président du groupe intergouvernemental du Commonwealth sur les réfugiés et les personnes déplacées, dont le rapport sera présenté au prochain sommet du Commonwealth.

M. Sherifis a participé à de nombreux séminaires et a donné un grand nombre de conférences dans des universités américaines, dans le cadre de groupes de réflexion et à des conseils des affaires étrangères concernant des questions relatives aux droits de l'homme et aux relations internationales.

Rüdiger WOLFRUM (Allemagne)

| | |
|---|--|
| Lieu et date de naissance : | Berlin, 13 décembre 1941 |
| 1964-1969 : | Etudes de droit à l'Université de Bonn et à l'Université de Tübingen |
| 18 janvier 1969 : | Diplôme d'Etat : niveau I |
| 1969-1973 : | Avocat stagiaire |
| 29 juin 1973 : | Diplôme de fin d'études de droit |
| 14 septembre 1973 : | Diplôme d'Etat : niveau II |
| A partir de 1973 : | Assistant à l'Institut de droit international de l'Université de Bonn |
| 1er août 1977 - 31 juillet 1978 : | Chercheur au Center for Oceans Law and Policy de l'Université de Virginie, bénéficiaire d'une bourse de la Fondation allemande pour la recherche |
| Juillet-août 1980, Mars-avril 1981, Mars-avril 1982 : | Participation à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (suppléant) Représentant de la délégation allemande et conseiller auprès du Ministère de l'économie |
| 28 novembre 1980 : | Doctorat en droit (droit interne, droit public et droit international public) |
| 6 mai 1982 : | Professeur titulaire de la chaire de droit interne, droit public et droit international public à la faculté de droit et d'économie de Mayence |
| 2 décembre 1982 - 30 avril 1993 : | Professeur titulaire de la chaire de droit public et de droit international public à la faculté de droit de l'Université de Kiel, directeur de l'Institut de droit international |
| Juin 1983 - mai 1988 : | Membre de la délégation de la République fédérale d'Allemagne et président du Groupe de travail juridique (à partir de 1985) à la quatrième Réunion consultative spéciale sur les ressources minérales de l'Antarctique |
| Août - septembre 1983 : | Membre de la délégation de la République fédérale d'Allemagne à la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer |

| | |
|---|---|
| 29 avril 1986 - 30 avril 1993 : | Magistrat à la Cour d'appel pour les questions administratives (Basse-Saxe et Schleswig-Holstein) |
| Août - septembre 1987 : | Professeur honoraire à la faculté de droit de l'Université du Minnesota à Minneapolis |
| Janvier 1990 : | Elu membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale; réélu en 1994 |
| 1er juin 1990 - 30 avril 1993 : | Vice-recteur de l'Université Christian-Albrecht de Kiel |
| Août - septembre 1990 : | Professeur honoraire à la faculté de droit de l'Université du Minnesota à Minneapolis |
| 1er octobre 1990 - 30 septembre 1996 : | Conseiller de faculté pour le programme d'enseignement supérieur relatif à l'administration des entreprises et à l'innovation commerciale, Kiel |
| Depuis le 1er janvier 1992 : | Conseiller de faculté pour le programme d'enseignement supérieur relatif au droit national et international de l'environnement, Kiel |
| Depuis le 30 juin 1992 : | Membre du sénat de la Fondation allemande pour la recherche, réélu en 1995 |
| Depuis le 1er mai 1993 : | Directeur de l'Institut Max Planck de droit public comparé et de droit international, Heidelberg |
| Septembre - octobre 1993 : | Professeur honoraire à la faculté de droit de l'Université du Minnesota à Minneapolis |
| Depuis le 1er janvier 1994 : | Directeur exécutif de l'Association allemande pour les Nations Unies |
| Depuis le 1er mars 1994 : | Membre du conseil de la section allemande de l'Association de droit international (ILA) |
| Depuis le 1er septembre 1994 : | Membre du conseil exécutif de l'Institut du droit de la mer à l'Université de Hawaii |
| Depuis le 15 novembre 1995 : | Membre du conseil exécutif de la Fondation pour les géosciences marines (Stiftung für marine Geowissenschaften) (GEOMAR) |
| Depuis le 26 juin 1996 : | Vice-Président de la Fondation allemande pour la recherche |
| Depuis le 1er août 1996 : | Juge au Tribunal international du droit de la mer |
| Depuis le 5 octobre 1996 : | Vice-Président du Tribunal international du droit de la mer |

Depuis le Membre du conseil de la Société allemande du droit
20 mars 1997 : international (Deutsche Gesellschaft für Völkerrecht)

Auteur d'un grand nombre d'ouvrages et d'articles publiés en allemand
et en anglais, dont la liste peut être consultée au secrétariat du
Haut Commissariat aux droits de l'homme.
